

Stratégie Groupe

19 Septembre 2019

Les points clés :

- La direction a identifié qu'à l'horizon 2025, des changements « *disruptifs* » inédits auront modifié notre environnement.
- Ces changements : besoin de connectivité « *impératif* », révolution de la 5G, l'AI entre autres, doivent justifier une évolution « *significative* » des actifs du Groupe (traduire par cessions, fusions, acquisitions), qui doit se diversifier et devenir leader en Europe et en Afrique.
- La direction assoie « *ses grandes convictions* » : la refonte de nos modèles grand public, entreprises et wholesale ; la refonte de l'ensemble de l' « *expérience client* », des relais de croissance sur les services financiers, la maison du futur et des services en MEA (santé, contenus, agriculture, énergie) ; de nouvelles compétences ; le tout, sur un axe de responsabilité sociale, avec l'ambition de devenir un référent en RSE, en s'engageant « *contre le réchauffement climatique et pour l'inclusion numérique* ».

L'analyse de la CFE-CGC :

La direction continue à considérer les Instances comme des consommateurs passifs de publicité et de plaquettes commerciales. Au mieux, le document remis par la Direction pourrait être destiné à des actionnaires confiants, avides de plans sur la comète. Car aucun des points présentés n'est étayé par le moindre plan d'affaire qui rendrait les ambitions « réalistes ». Les données chiffrées sont tout droit sorties de présentations de cabinets de conseil, dont les enseignements, jamais contextualisés, décorellés des réalités du Groupe, relèvent tout bonnement de l'escroquerie (« *50% de la croissance de la population mondiale sur le continent africain ;* » « *65% des étudiants aujourd'hui auront en 2025 un emploi qui n'existe pas encore* », etc.).

Dans le détail, illustrons les points saillants du manque de préparation de la direction.

Les ambitions sur la 5G ignorent les questionnements fondamentaux sur les incompatibilités de cette technologie entre les exigences de large couverture, notamment en province et sur la zone MEA, et les contraintes dues aux fréquences utilisées. L'ambition RSE, d'inclusion numérique, est mise à mal dès les 1ères lignes.

Sur les « réseaux du futur » et sa sous-partie « connectivité », la direction s'épuise à nous expliquer comment Orange pourra se différencier, ou simplement maîtriser ses réseaux, quand les sites d'accès radio et de la transmission sont partagés (projet lancé en France, quand 40% des sites sont déjà confiés à des Towerco en Afrique).

Sur le Wholesale, nous n'obtenons aucune réponse sur le plan d'actions qui permettra de compenser les -10% de CA annuel d'un poste qui pèse pour 15% du CA (là aussi, cas d'OMEA).

Sur les relais de croissance, la direction cite encore et encore MEA en exemple, de géographie sur lesquels les CA sur l'énergie, l'agriculture, la santé, l'éducation et les contenus serviront de palliatifs pour compenser les pertes sur les services traditionnels d'un telco. À notre remarque visant à rappeler que ces relais génèrent aujourd'hui un CA de zéro, et que ces filières sont globalement inconnues du Groupe, la direction ne répond pas. Sur les risques économiques, fiscaux, sur l'instabilité politique de la zone, la Direction les reconnaît mais invoque le « *on ne peut pas gagner à chaque fois* ». Certes.

Enfin, sur la RSE, la direction a sorti le pot de peinture verte : « *engagement pour réduire ses émissions de CO2 et sa consommation énergétique* ». Vraiment ? Quand en France et encore plus ailleurs sur nos géographies, la 5G ouvrira la porte sur des débits aux coûts environnementaux démesurés au regard du bénéfice social, et renforcera la fracture numérique ?

Vos correspondants

Jérôme COULLARE– 06 31 56 78 50
Hubert BONY– 06 80 36 66 02

